

Réforme douanière américaine : quels impacts pour les exportations agroalimentaires de l'Union européenne et pour la Politique agricole commune ?

28 janvier 2026

Un article, publié dans *EuroChoices* en décembre 2025, analyse les implications de la réforme douanière de l'administration Trump sur les exportations agroalimentaires européennes et sur la Politique agricole commune (PAC). L'auteur explique d'abord comment les États-Unis ont utilisé les « exceptions légales » de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) pour imposer de nouveaux tarifs douaniers. Puis, à partir des données d'exportations de l'Union européenne (UE) vers les États-Unis pour 2024 (figure), il explore les conséquences futures de ces droits de douane pour les agricultures européennes.

Exportations agroalimentaires de quelques productions européennes clés vers les États-Unis, en 2024

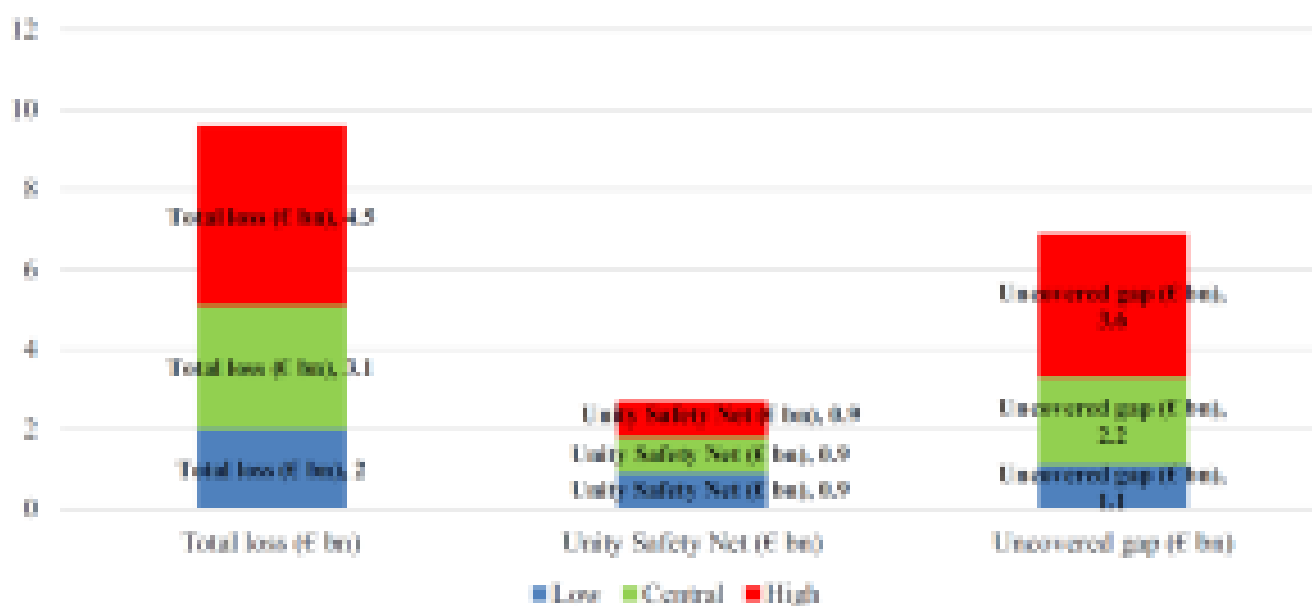
Product	Exports (mEUR)	Share (%)
Wine	5,115	19.0
Cereal preparations & bakery	2,951	11.0
Spirits & liqueurs	2,893	10.7
Olive oil	2,632	9.8
Other agri-food	13,379	49.5
TOTAL	26,970	100.0

Source : *EuroChoices*

Les pertes potentielles à l'exportation sont estimées à travers trois scénarios d'évolution (faible, moyenne et élevée) de la demande américaine en produits agroalimentaires européens. Une hausse de 15 % des tarifs douaniers réduirait les exportations vers les États-Unis de 2 à 4,5 milliards d'euros par an, dans les scénarios de faible et forte variations respectivement. Les pertes pour l'UE s'élèveraient à 3,1 milliards pour le scénario intermédiaire. Les simulations montrent que les produits à forte valeur ajoutée (vin, huile d'olive, fromages d'appellation, spiritueux) sont les plus vulnérables, en dépit de leurs marges élevées. Ces produits originaires notamment de l'Europe méditerranéenne sont des cibles majeures dans le contexte de guerres tarifaires. Dans le cas du vin, principal poste d'exportation de l'UE vers les États-Unis (19 % des exports en 2024), les pays les plus exposés sont la France, l'Espagne et l'Allemagne, alors que pour l'huile d'olive (9,8 % des exportations), l'Espagne est plus spécifiquement concernée.

Face à ces menaces, un mécanisme dédié et adapté fait défaut dans la PAC, y compris dans le projet de réforme post-2027. Les instruments actuels, dont le « filet de sécurité », ne sont pas dimensionnés pour compenser l'ampleur des chocs commerciaux qui pourraient être observés. Dans le scénario moyen, ce filet permet de compenser seulement un tiers des pertes (figure). La PAC aide en priorité à gérer les effondrements de prix internes à l'UE et les crises climatiques. Pour dépasser cette vulnérabilité structurelle, l'auteur recommande d'intégrer un « pilier de résilience commerciale » dans l'architecture de la PAC, permettant d'aligner davantage la politique européenne sur les réalités de la volatilité accrue du commerce mondial.

Impact potentiel des tarifs douaniers américains : pertes pour les exportateurs européens et déficit résiduel après activation du filet de sécurité de l'UE



Source : *EuroChoices*

Lecture : ce graphique présente, pour chacun des trois scénarios, les montants en milliards d'euros : 1) des pertes totales subies par les exportateurs européens (à gauche), 2) du niveau de compensation financière assurée par le filet de sécurité de la PAC, regroupant l'ensemble des mécanismes de protection des agriculteurs de l'UE (ex. intervention publique, aide au stockage, aides de crise) en cas de perturbations des marchés (au milieu), 3) du déficit résiduel non pris en charge (à droite).

Delphine Acloque, Centre d'études et de prospective

Source : [EuroChoices](#)